

DELIBERATION CA088-2016

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers
Vu les articles L123-1   L123-9 du code de l' ducation
Vu le livre VII du code de l'éducation et notamment son article L719-7
Vu le code des statuts et règlements de l'Université d'Angers

Vu les convocations envoyées aux membres du conseil d'administration le 20 juin 2016.

Objet de la délibération Période de césure – droits d'inscription

Le conseil d'administration réuni le 30 juin 2016 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :

Les droits d'inscription pour la période de césure sont approuvés.

Cette décision a été adoptée à l'unanimité, avec 25 voix pour.

Fait   Angers, le 7 juillet 2016

Christian ROBL DO
Président de l'Université d'Angers



La présente délibération est immédiatement exécutoire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **8 juillet 2016** / mise en ligne : **8 juillet 2016**

5.4 Période de césure – droits d’inscription – vote

Point présenté en CFVU du 27 juin 2016

Le bureau CFVU a proposé en novembre 2015 la mise en place d’un groupe de travail chargé de définir un cadrage de mise en œuvre de la circulaire ministérielle n° 2015-122 du 22-07-2015 précisant les modalités du déroulement d’une période d’expérience personnelle en France ou à l’étranger, dite période de « césure ».

Cette proposition de cadrage est soumise au vote de la CFVU du 27 juin 2016.

Les membres du CA sont appelés à voter sur les 3 modalités financières possibles de l’inscription administrative

⇒ **3 cas de figure:**

- Droits de scolarité pleins : l’étudiant.e réalise une césure sur un semestre (de fait, il/elle bénéficie de son inscription au semestre d’enseignement) ;
- Droits de scolarité réduits : l’étudiant.e réalise une année de césure et souhaite un accompagnement pédagogique ;
- Exonération des droits de scolarité : l’étudiant.e réalise une année de césure et ne souhaite pas d’accompagnement. L’étudiant.e doit cependant s’acquitter des droits de médecine préventive.